

Continuité, et inquiétudes.

Jacques Diezi, le président du GIPRI rappelle en quelques mots le travail accompli par le GIPRI ces dernières années. Malgré tout, les pressions s'accroissent sur le GIPRI, et son futur demeure incertain.

Créé en 1979, le GIPRI s'est constitué en Fondation dès 1984. Il manifestait ainsi concrètement, sur le modèle lointain du PRIO d'Oslo et du SIPRI de Stockholm, et dans une période qui appartenait encore à la guerre froide, l'engagement de quelques politiciens, chercheurs en sciences humaines et naturelles, universitaires, tous convaincus aussi bien de l'absurdité de la course aux armements que de la complexité des sources et mécanismes de conflits violents. Ces personnes voulaient contribuer à mieux analyser, comprendre et faire comprendre certains aspects de la recherche sur la paix. Contrairement à ce que semblent croire certains, la fin de la guerre froide ne périmait pas ce projet. Un des paradoxes de la période réside dans une complexité croissante due aux multiplications des interdépendances et allant de pair avec des schématismes médiatiques outranciers -les bons et les méchants.

Le lien entre Genève et ce nouvel institut était évident, du fait des relations avec les grandes organisations internationales présentes dans la ville, et également concernées, d'une manière ou d'une autre, par ces questions. Au cours d'une existence qui s'étend désormais sur une génération, le GIPRI a maintenu, contre vents et marées, l'activité pour laquelle il s'était engagé initialement. Et même si ses ambitions n'ont pu être toutes réalisées concrètement, nombre d'activités relevant de la recherche fondamentale et appliquée pour la paix doivent être portées au crédit du GIPRI. Rappelons-en quelques unes, les plus récentes plus particulièrement.

Le cours d'été sur les grands problèmes de la paix constitue une activité centrale du GIPRI. Il en est, en 2008, à sa vingtième édition. Au total, ce sont quelque 350 personnes de plus de 60 pays qui ont participé. Les thèmes discutés récemment incluent « **Paix, migrations et développement** » en 2005, « **La guerre est-elle une bonne affaire ?** » en 2006, « **Les causes des guerres à venir** » en 2007, et le sujet abordé prochainement en 2008 sera : « **Quel Irak demain ?** ». Les enseignants impliqués proviennent de nombreuses institutions locales et internationales, assurant à cet enseignement synergies et multidisciplinarité.

Les travaux de recherche se manifestent principalement par des publications, sous la forme notamment des « Cahiers du GIPRI », publiés désormais par les éditions de l'Harmattan ; un premier numéro, en 2004, était consacré à « **Droit, éthique et politique** » ; le No 6, de 2007, sous le titre « **La guerre est-elle une bonne affaire** », reprend en versions plus développées certaines contributions au cours

d'été 2006. Un partenariat avec un éditeur romand se dessine en vue d'une collection qui accueillerait des études plus conséquentes.

Fruit de plusieurs années d'étude en partenariat, paraîtra dans quelques semaines le livre « **De l'eau et de la paix : conflits et coopération israélo-palestiniens** ».

Une activité de recherche récemment engagée, sous le nom d'étude Babylone, concerne la destruction des universités irakiennes par les crises internationales (guerres et embargo), leur situation actuelle et leur rôle dans la reconstruction du pays. La Constitution d'un réseau international de solidarité avec les chercheurs irakiens pour la paix et les recherches interdisciplinaires, le RISIPRI, s'inscrit également dans cette perspective. L'accent mis par le GIPRI sur cette thématique s'est encore manifesté par l'organisation, en novembre 2007, d'un séminaire sur l'université irakienne, ainsi que par le cours d'été 2008 mentionné plus haut.

Soucieux de joindre l'action à la recherche, le GIPRI entreprend des opérations dites de « facilitation » entre belligérants effectifs ou potentiels. Avec l'appui de la direction de la politique de sécurité du Département de la défense, de la protection de la population et des sports, il a ainsi noué le dialogue entre responsables indiens et pakistanais et organisé une conférence sur l'Iran.

Cette énumération des réalisations du GIPRI depuis sa création, et tout particulièrement au cours de ces dernières années, est incomplète. Mais l'objectif de ces lignes n'est pas d'être exhaustif. Il vise surtout, pour reprendre le début de cet article, à souligner ce qui nous apparaît comme un paradoxe entre les résultats obtenus, brièvement mentionnés plus haut, et les perspectives qui paraissent se dessiner aujourd'hui pour le GIPRI. Son activité a pu être largement améliorée grâce à une subvention de l'Etat de Genève au début des années 2000 ; or il semble que ce soutien soit menacé de suppression. Initialement partie prenante de la future Maison de la paix à Genève, le GIPRI voit sa place contestée à la lumière de la réorganisation récente. Malgré ces incertitudes, nous persistons à penser que le GIPRI remplit un rôle utile et singulier, comme il l'a amplement démontré, au sein des réseaux de compétences internationales à Genève dont l'objet de recherche ou d'enseignement est la paix. Il nous paraît que le travail du GIPRI, compte tenu de l'extrême modestie de ses moyens (1,5 salariés pour 6 à 8 actifs permanents), est même d'un excellent rapport qualité/coûts, et il ne prétend évidemment pas entrer en concurrence avec les institutions existantes ou en développement ! Mais à la compétence il ajoute la flexibilité.

Il restera à en convaincre les autorités, à bref délai. Le soutien actif de chaque membre, sympathisant ou ami du GIPRI sera déterminant. ■

A propos du projet Babylone

Yvonne Jaenchen, Cheffe de projet, et Gérard Antille, Conseiller scientifique, font le point sur le projet qui vient de démarrer après la phase de recherche de financement

Pour pallier l'impossibilité d'organiser, en 2004-2005, les conférences de Bagdad telles que proposées lors de la conférence internationale « **Guerre en Irak, crise internationale** » tenue en 2003 à Genève, le GIPRI a lancé, en 2006, le **Réseau International de Soutien aux universitaires Irakiens pour la Paix et les Recherches Interdisciplinaires (RISIPRI)** et a conçu un projet alternatif, le projet BABYLONE. Ce projet s'articule selon deux orientations distinctes :

- une analyse de l'impact des crises internationales sur l'enseignement supérieur au travers de la crise irakienne
- la détermination du rôle de l'université dans la reconstruction de la société irakienne.

Une approche qui a déjà démontré sa pertinence

Grâce au **SÉminaire Genevois sur l'Université Irakienne (SEGUI)** organisé par le GIPRI à fin novembre au Palais des Nations à Genève, les contributions irakiennes traitant des conditions des universitaires, du développement humain dans les universités irakiennes, de l'immigration des professeurs et étudiants vers le Kurdistan Irakien, de l'éducation en générale, constituent les premiers éléments descriptifs du bilan quantitatif et qualitatif de la destruction de l'université irakienne.

Suite au SEGUI un réseau de correspondants irakiens a été mis en place ; réseau qui ouvre des contacts directs avec le terrain permettant de collecter des informations qualitatives quant à l'évolution de la situation et de constituer une base de données relatives à l'évolution des nombres d'étudiants et de professeurs par faculté dans différentes universités. De plus, le cours d'été du GIPRI, intitulé « **Quel Irak demain ?** » permettra d'intensifier et d'élargir ces contacts.

Le RISIPRI, orienté vers le soutien aux universitaires irakiens, offre et offrira, par l'intermédiaire de programmes d'échanges, l'opportunité à de jeunes stagiaires d'être accueillis dans différentes universités européennes, de participer à des cours de spécialisation ou encore de formation continue. La communauté d'intérêt ainsi que les liens structurels entre Le RISIPRI et les acteurs du projet Babylone favorisent la constitution d'équipe bipolaire s'impliquant dans les différentes étapes du projet Babylone qui devrait se développer sur au moins 2 ans.

L'intérêt suscité par le projet Babylone tant au cours du SEGUI que dans les suites de celui-ci met en évidence la pertinence de la problématique développée et encourage ses auteurs à poursuivre cette étude tout en regrettant que son financement ne soit pas encore complètement assuré.

Evaluer, depuis 1970, l'impact des guerres et de l'embargo sur l'université irakienne ainsi que le rôle de celle-ci dans la reconstruction du pays, tel est l'objectif direct du projet Babylone, mais c'est aussi favoriser un retour progressif de la sécurité régionale et par conséquent une contribution, modeste sans doute, à la paix mondiale.

■

Le GIPRI au Salon du livre



Le GIPRI a participé au salon international du livre et de la presse, qui s'est tenu à Genève fin avril et début mai. Au sein du village alternatif, en partage avec l'association ABIR, association de solidarité avec les femmes irakiennes et leurs familles, le stand présentait les publications et les projets du GIPRI. Le vendredi 2 mai, il a participé à un débat sur le thème de la guerre et de ses dommages à l'environnement par la guerre et sur l'Irak. Gabriel Galice, directeur, et Rémi Baudoui, professeur à l'UNIGE et membre de la commission scientifique du GIPRI, répondaient aux questions du journaliste Raymond Zoller (photo). Le samedi, un autre débat était consacré à l'Irak et aux guerres actuelles. ■

«Lier la pensée et l'action, la théorie à la pratique, est une caractéristique fondamentale de notre institut. Pour pacifier notre monde, il importe de le comprendre »

Conclusion de l'article écrit par Gabriel Galice pour le journal « Horizons et Débats », Zurich, un journal favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité, pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains.

► <http://www.horizons-et-debats.ch>

INES and global responsibility

A brief look on selected activities of INES, a worldwide Non-governmental Organisation where GIPRI can share its experience with members of other NGOs by Gert G. Harigel, member of the Foundation Council of GIPRI.

The International Network of Engineers and Scientists for Global Responsibility (INES) is an independent non-profit-organisation interested in the impact of science and technology on society. INES was founded 1991 in Berlin at the international congress "Challenges – Science and Peace in a rapidly changing environment". INES' efforts focus on disarmament and international peace, ethics in science, responsibilities of scientists and the responsible use of science and technology, justice and sustainable development. INES has become a network of about 100 organisations and individual members. Engineers and scientists play a key role, both in developing new knowledge that might threaten international security and in providing hope for the future. INES encourages and facilitates international communication among concerned scientists. It also tries to enhance the awareness of ethical principles and the specific responsibility of scientists and to support those who have been victimized for acting upon such principles.

INES as an international – intercontinental – network organizes its annual Council meeting each year in another country. In 1998 the Council meeting was held for the first time outside Europe, in Boston USA. It became a tradition to combine the Council meeting with a seminar or comparable event. In the last years, we took the opportunity to combine it with a big international event, like a European Social Forum meeting (Paris, 2003) or an international conference (IPRA, International Peace Research Institution, Sopron 2004). An international conference in Cordoba in 2005 was combined with the founding of an Institute for Peace Research, the first of its kind in South America. Their staffs are very interested to learn from our experience in GIPRI. We had a conference on December 9th, 2007 in India, entitled "Role of scientists and engineers for social responsibility in developing countries".

As a Founding and Council member of INES, I participated from February 29th to March 3d 2008 in a conference in Mexico City, organized jointly with the National Autonomous University of Mexico (UNAM): "Science, Peace and Sustainability".

Articles on the outcome of the above-mentioned conferences can be found in the INES Newsletters <http://www.inesglobal.com>. Click on **publications**, go to **Recent issue Newsletter 58**, page 14 for the **Mexico**, and page 11 for the **India conference**, or go back to **archive** for the **Cordoba conference**, INES Newsletter No. 50, page 15, September 2005. ■

Le TNP est bafoué et moribond

Quelques extraits du cri d'alarme de Jean Pierre Stroot sur le traité de non prolifération (TNP) et la prolifération actuelle des armes de destruction massive.

Se procurer les informations et les connaissances nécessaires à la fabrication des armes de destruction massive est très aisé : les produire ou les posséder est petit à petit à la portée de chacun. Naturellement, elles ne sont pas toutes aussi sophistiquées ou efficaces. Mais leur potentiel de destruction est énorme, insupportable, puisque les bombes qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki sont peu de choses en comparaison des engins thermonucléaires développés depuis.

Les armes nucléaires font l'objet d'un traité de non-prolifération (TNP) qui est bafoué un peu plus tous les jours. Entré en vigueur en 1968, il est en fait aujourd'hui moribond. Seul un traité vérifiable de désarmement nucléaire complet peut répondre au souci d'éliminer la menace de guerre nucléaire. Il n'y a pas de solution pour empêcher la prolifération des armes nucléaires autre que l'abolition contrôlée de tous les arsenaux existants, la fermeture des systèmes de production existants et la prévention de la création de nouveaux.

En janvier 2008, G.P.Schulz, W.J.Perry, H.A.Kissinger et S.Nunn, anciens responsables américains, encouragent à la Hoover-NTI Conference, la mise au ban total des armes qu'ils ont contribué à disséminer. En avril 2008, à la réunion de l'OTAN à Bucarest, cinq anciens chefs d'état-major recommandent dans un rapport de 150 pages, de réaffirmer l'option d'utilisation en premier des armes nucléaires comme moyen de prévention. Heureusement, l'organisation s'est contentée de prendre note du rapport sans reprendre explicitement cette proposition délirante.

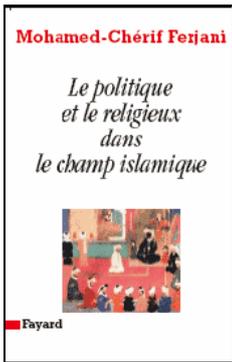
Même si chacun reconnaît qu'il n'y a aucun usage rationnel de l'arme atomique que ce soit pour l'attaque ou pour la défense, le niveau actuel des arsenaux autorisés dépasse l'entendement et les stocks de matières fissiles à des fins militaires (FMCT), représentent une capacité de production de l'ordre de 3 à 5 fois le nombre de têtes explosives existantes. Un déclenchement accidentel, involontaire ou terroriste serait dans les conditions actuelles une catastrophe inimaginable.

L'ensemble des armes de destruction massive (ADM) se retrouve pris dans un cercle vicieux qui perpétue et amplifie les dangers de leur utilisation accidentelle ou volontaire. Il revient aux scientifiques d'exposer encore et toujours, les risques et les incertitudes portant notamment sur l'irréversibilité éventuelle de certains processus qui pourraient être activés par les ADM.

Il est urgent que les responsables des plus grandes nations décident immédiatement de mettre fin aux ADM et d'opérer sans délai leur destruction. ■

Le professeur Jean-Pierre Stroot a fait toute sa carrière de recherche de physicien au CERN à Genève. Il est l'ancien président du GIPRI et, comme le professeur Harigel, il a participé activement au mouvement Pugwash.

[L'article complet de JP Stroot](#)



«Le politique et le religieux dans le champ islamique», par Mohamed-Cherif Ferjani, Fayard, Paris, 2005.

Dans le tohu-bohu des bavardages mi-savants mi-mondains, ce livre majeur n'a pas eu l'écho qu'il mérite. Comme si l'exigence intellectuelle devait céder devant les discours simplistes (et symétriques) des islamistes ou des islamophobes. Mohamed-Cherif Ferjani, Professeur d'université lyonnais né en 1951 en Tunisie, dissèque méticuleusement les concepts politiques et religieux du «champ islamique» et leurs contextes historiques. Ferjani souligne la diversité des interprétations possibles et effectives dans l'histoire du monde arabo-musulman, en commençant par des rappels sociopolitiques et culturels concernant les évolutions de l'Arabie préislamique. Le système tribal de l'Arabie préislamique se caractérise par l'absence de disparités sociales et par la razzia.

L'islam apparaît à un moment où l'Arabie connaissait une évolution vers un ordre dominé par les riches commerçants citadins au détriment de l'ordre traditionnel des tribus nomades, d'un côté, et par la rivalité entre des tribus prenant le contrôle respectif de Médine ou de La Mecque. Le système tribal évolue vers une «république des commerçants» stratifiée selon les richesses. L'évolution débouche sur un ordre qui rappelle étrangement celui que nous connaissons aujourd'hui et dont l'auteur dit : « Plus l'État est libéral, plus il se désengage de son rôle social, plus il fait appel à la religion et à ses clercs pour l'aider à assurer l'ordre social » (p.51).

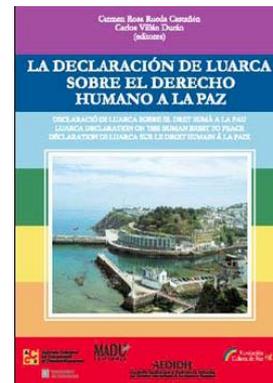
L'unification politique étant incompatible avec la pratique de la razzia, le pouvoir politique a encouragé les tribus à se tourner vers les conquêtes extérieures au nom du «jihad pour répandre l'islam». La «guerre sainte» a procédé ainsi d'une volonté politique, visant à canaliser une énergie guerrière qui gênait l'entreprise d'unification politique, en l'orientant vers l'extérieur au nom de la religion » (p.125). La shari'a, d'abord «source d'eau et voie menant à la source», a servi de base à des systèmes normatifs puis à des codifications juridiques tendant à se figer dans des interprétations sectaires. Avant de devenir communautés des musulmans, la umma désigne, à Médine, «la communauté supratribale et pluriconfessionnelle».

A l'encontre de l'idée reçue selon laquelle l'islam serait par nature impropre à reconnaître l'autonomie du politique, l'auteur cite des hadiths explicites : «Pour ce qui est des affaires de votre religion, cela me revient ; pour ce qui est du monde ici-bas, vous êtes mieux à même de le savoir», et «Je ne suis qu'un homme, si je vous ordonne quelque chose de votre religion, suivez-le. Si je vous ordonne quelque chose relevant de l'opinion, je ne suis qu'un homme» (p.113).

L'auteur est d'accord avec Louis Gardet qui remarquait que, dans le Coran, le politique est évoqué en termes généraux et vagues : «Autorité et consultation, *amr* et *shûrâ*, sont les deux pôles de toute formation étatique, impérés par Dieu. Selon que l'accent sera mis sur l'un ou sur l'autre, les formes les plus diverses d'organisation politique pourront être envisagées» (p.115). L'auteur passe en revue les interprétations de la relation entre islam et politique, se fondant sur des passages différents, voire contradictoires, du Coran ou de la tradition. L'instrumentalisation est aussi le fait de puissances extérieures : «Parfois, ce sont des militaires et des agents de l'administration coloniale qui ont présidé à l'élaboration de ces codes, avec l'assentiment des 'ulamâ' qui voyaient là un moyen d'élargir la sphère de leur autorité au détriment des confréries et des juridictions coutumières qui leur ont échappé, comme ce fut le cas en Algérie» (p.247).

Ferjani montre que rien dans les textes et les faits fondateurs de l'islam n'interdit l'évolution vers un système tolérant, démocratique et laïque. Il rappelle que c'est un théologien musulman d'Égypte, R. Tahtâwî, qui a prôné une citoyenneté laïque, dès le début du 19ème siècle en disant : «la religion appartient à Dieu et la patrie est le bien commun de tous.» (p.267).

Gabriel Galice



« Declaration of Luarca, Peace as a human right », par SSIHRL (Spanish Society for the Advancement of International Human Rights Law), Madú Ediciones, Oviedo (Spain), 2007.

The AEDIDH, acronym of the Spanish Society for the Development and Application of International Human Rights Law, www.aedidh.org, has just published, in several languages, the appeal of Luarca and his comments. The rainbow book has been presented on the occasion of the international day of peace, September 21, 2007, at the Palace of Nations in Geneva. GIPRI was represented. Next to civil and social rights, peace is in fact an indivisible common good. It is a matter of making peace become part of positive international law. Handed over officially to the Human Right's Council on March 15, 2007, the Declaration of Luarca could be adopted by the General Assembly of the United Nations in 2009.

Gabriel Galice

L'Occident : un point de vue en perdition

Gabriel Galice, directeur du GIPRI, invite les Occidentaux à relativiser le sentiment de supériorité occidentale dont se nimbent certains donneurs de leçon à la mémoire courte.

Dans le basculement généralisé du monde (Michel Beaud), les sociétés s'autoproclamant « Occidentales » cherchent à asseoir leur suprématie déclinante. Guy Sorman adopte la posture coutumière (Le Temps du 8 mai) qui cherche une niche de valeurs occidentales. Contester la dimension géographique est pertinent sur un point : la rotondité de la terre permet à l'extrême orient et à l'extrême occident de se rejoindre.

Deux catégories de raisons conduisent à relativiser l'état d'esprit occidental.

Notre Occident est nourri de la pensée des autres. Que serait l'informatique sans l'invention du 0 par les Arabes, prolongeant le travail des Indiens sur les chiffres ? Quand l'innovation conduit au largage de bombes atomiques sur les populations d'Hiroshima et de Nagasaki, il est permis de s'interroger sur le sens du mot « civilisé ». L'archéomondialisation date de 7 millions d'années, la protomondialisation du XV^{ème} siècle, la mondialisation contemporaine les prolonge et les exalte. L'appellation Orient-Occident remonte à la partition de la chrétienté entre Rome et Byzance. Les raisons du décollage européen sont à rechercher davantage dans l'étude de l'écosystème technicisé effectuée par Jared Diamond que dans les matrices culturelles. Les jésuites et les commerçants ont rapporté d'Asie, d'Amérique ou d'Arabie des connaissances et des produits.

La deuxième raison est l'ambivalence occidentale. L'autocritique n'est pas allée de soi. Les geôles, les galères et les bûchers attendaient souvent les contestataires de la pensée officielle. Spinoza devait gagner sa vie en polissant des verres de lunettes. Dans son livre, Orient-Occident, la fracture imaginaire, Georges Corm souligne comment la morale vint au secours de la puissance et de la violence dans le projet conquérant européen. Nous défendons nos principes quand ils nous servent. Nous les bafouons quand ils nous desservent. La liste serait longue des leçons que les « Occidentaux » dispensent aujourd'hui en s'exonérant eux-mêmes des principes qu'ils professent. Leurs amis aussi sont exonérés des contraintes imposées à leurs adversaires. Nul n'a eu, n'a, n'aura le monopole de la sagesse et de la puissance■

[Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande en cliquant sur ce lien.](#)

Le GIPRI
en association avec l'UNIDIR
(United Nations Institute for Disarmament Research)
et le **Pôle Bernheim** de l'Université Libre de Bruxelles
organise son
20^{ème} cours d'été

« **Quel Irak Demain?** »

du 11 au 22 août 2008
Genève – Suisse

Des informations supplémentaires et les formulaires d'inscription concernant le cours d'été seront publiés au fur et à mesure sur le site du [GIPRI](http://www.gipri.ch).

**La Voie Creuse 16, CH,
1202 Genève SUISSE
Tél. : + 41 22 919 79 42
Fax : + 41 22 919 79 43**

**Courriel : cviret@gipri.ch
Site internet : www.gipri.ch**



Photo © Caecilia Pieri, Bagdad, 2004

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), J. Goldblat (vice-prés.), M. Kohen (secr.), G. Harigel (trésorier), F. Bieri-Hirlemann (chargée de publications).

Collaborateurs : G. Galice (directeur), Cecilia Viret (adjointe à la direction), Y. Jänchen (chefe de projet), M-P. Mol (chargée de mission), F. Lghazaoui (traducteur), André Pfeffer (comptable), Carlos Sarmiento (stagiaire).

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.